

Taxe d'accise—Loi

Tandis que les députés conservateurs progressistes de cette Chambre, ainsi que ceux de l'Assemblée législative ontarienne, affirment du bout des lèvres le besoin de conservation, et ils font la même chose en parlant du besoin de faire face aux dépenses considérables qu'il faut consentir pour trouver et exploiter de nouvelles sources de pétrole; ils cherchent à faire croire que, de toute façon, on peut faire face à ces besoins sans augmenter les prix du combustible que nous consommons, ni changer nos habitudes de consommation.

[Traduction]

Les dures réalités sont bien différentes. Même si elles se trouvent en vive contradiction avec la position du gouvernement ontarien, elles furent bien présentées lors d'un récent discours prononcé par le ministre ontarien de l'énergie, M. Dennis Timbrell, devant l'Association des concierges d'immeuble de Toronto, le 17 juin 1975. Voici un extrait de son exposé:

Nous devons tous nous rendre de plus en plus à l'évidence que l'énergie est trop rare, trop onéreuse et trop précieuse pour la gaspiller. Bien plus, je dirai que si en tant que communauté mondiale—et en particulier le monde industrialisé—nous ne réussissons pas à adapter notre consommation d'énergie et à accepter le changement de style de vie qui est peut-être implicite, des changements de style de vie nous seront inévitablement imposés dans une décennie ou deux. Et il est possible que nous aimions moins ces changements que l'autre solution qui s'offre encore à nous.

M. Timbrell a insisté sur l'urgence pour le Canada de trouver de nouvelles réserves houillères et pétrolières pour remplacer les réserves actuelles qui s'épuisent. Il a signalé que la considération première et la plus évidente, c'est que le coût de production de l'énergie tirée de ces sources pourrait dépasser de loin le niveau toléré aujourd'hui. En d'autres termes, le gaspillage de l'énergie pourrait coûter beaucoup plus cher à la société.

Je viens de dire que la proposition du chef de l'opposition (M. Stanfield) qui recommande de payer la subvention du pétrole à même les recettes générales permet aussi d'autres considérations importantes. Comme il a parlé du déficit déjà énorme, et c'est lui qui le dit, que doit affronter le Conseil du Trésor au cours de la présente année financière, je ne puis que conclure qu'il ne proposait pas d'aggraver ce déficit en payant cette subvention et en augmentant ainsi davantage nos besoins de liquidités. Proposait-il que nous comblions le déficit en augmentant l'impôt des particuliers ou d'autres taxes? Probablement pas, puisque son parti a prétendu qu'il faudrait réduire encore plus l'impôt sur le revenu que je le proposais dans le budget de novembre dernier. Où trouverait-il les fonds?

● (1610)

Incidentement, pour ce qui est d'employer l'impôt des particuliers pour financer un prix national du pétrole plutôt que de taxer l'usager, il serait certes injuste de majorer les impôts de millions de Canadiens qui n'ont pas d'automobiles, ce qui ne constituerait aucunement une mesure d'économie. Une taxe sur la consommation personnelle seulement est plus juste, surtout lorsqu'elle s'accompagne d'une majoration de l'impôt progressif des gens à revenus élevés dans le même budget. Prises ensemble—la majoration d'impôt à compter de \$25,000, et une taxe d'accise générale sur l'essence—elles représentent un fort mouvement progressif.

[Français]

Cela semble se résumer à l'affirmation répétée des porte-parole du parti conservateur progressiste, selon laquelle nous pourrions encore réduire les impôts de millions de dollars, et de plus, réduire considérablement nos

besoins de trésorerie, en coupant tout simplement les dépenses ruineuses et extravagantes du gouvernement.

J'emploie les mots des conservateurs progressistes qui ont participé au débat sur le budget. Rien ne pourrait être plus sarcastique et plus hypocrite que cette vaine attitude.

La réalité, monsieur l'Orateur, c'est qu'en dépit de leur condamnation répétée du niveau des dépenses du gouvernement, ils n'ont pas encore indiqué un seul domaine où, selon eux, il devrait se faire une importante réduction des dépenses gouvernementales. Au contraire, pas un jour ne se passe à la Chambre, comme l'indique le harsard, sans qu'un député conservateur progressiste ou un autre député ne se lève pour prier le gouvernement d'accroître ses dépenses dans un domaine ou un autre. Même si le leader conservateur progressiste et son collègue de York-Simcoe (M. Stevens) crient sur tous les toits le besoin d'appliquer des restrictions, ce sont eux qui ont crié le plus fort lorsque j'ai annoncé dans le budget des réductions de dépenses du gouvernement. Ils sont tous en faveur de réductions aussi longtemps qu'elles ne privent ni ne dérangent personne.

Comme je le disais auparavant, monsieur l'Orateur, le chef conservateur progressiste a soutenu que les subventions au pétrole ne devraient pas être financées par une taxe d'accise sur l'essence parce que cela créerait des rancunes entre les provinces de l'Est et celles de l'Ouest. Dans d'autres milieux, on s'oppose à la mise en place de la taxe d'accise à cause de sa nature régressive. Bien entendu, le même cas pourrait servir d'argument contre toute hausse des prix du pétrole n'importe quand et dans n'importe quelles circonstances, ce qui sert à souligner le caractère trompeur de ce cas. Il faut manquer complètement de réalisme pour s'imaginer que nous pouvons continuer indéfiniment de maintenir les niveaux du prix du combustible dans ce pays bien inférieurs à ceux des autres pays du monde, d'encourager l'utilisation du combustible en accordant de bas prix, ou encore de rassembler les vastes ressources dont nous avons besoin pour reconstituer nos réserves décroissantes d'énergie.

Néanmoins, j'ai reconnu dans le budget que les contribuables les plus favorisés devraient être obligés de participer de façon encore plus importante au financement des programmes nationaux qu'ils ne le font maintenant, en raison de l'incidence de notre système progressif d'impôt sur le revenu. Cela s'est fait en ramenant de \$750 à \$500 la réduction maximale permise aux termes du dégrèvement fédéral de 8 p. 100.

[Traduction]

Je me rends parfaitement compte, comme certains l'ont dit, que l'établissement d'une taxe d'accise sur l'essence pour consommation personnelle et la hausse du prix de base du pétrole peuvent avoir des conséquences néfastes sur l'inflation et la croissance économique. Comme je l'ai dit dans mon exposé budgétaire, il fallait un dosage approprié de mesures pour venir à bout de l'inflation, de la stagnation économique et des perspectives de pénurie d'énergie, problèmes connexes, certes, mais en opposition. Nous estimons qu'à long terme, la perception d'une taxe d'accise sur l'essence qui compensera le coût de la subvention sur le pétrole et encouragera la conservation d'énergie servira davantage les intérêts des Canadiens que toute autre solution.

Le bill propose également des augmentations de la taxe sur les transports aériens. Ces augmentations sont nécessaires pour compenser les lourds déficits entraînés par la construction et l'exploitation des aéroports. Elles s'inscrivent d'ailleurs dans le cadre de notre politique générale